

Il faut un moratoire sur l'immigration

Les analyses sur les conséquences de l'immigration pour notre pays se suivent et leurs résultats concordent pour en montrer le caractère néfaste : nous les avons largement évoquées dans les précédents numéros de « Riposte Laïque » ...Il en est même d'encore plus précises dans d'autres pays d'Europe, aux Pays-Bas, en particulier (voir l'article ci-après). Si l'on peut se réjouir de voir, enfin, les « experts » se pencher sur un sujet que la bien-pensance, le politiquement-correct et le compassionnel-boutiquier veulent rendre tabou, il faut bien remarquer qu'avec ces travaux argumentés, précis, souvent complets, ce n'est pas un « regard nouveau » que l'on peut avoir sur les conséquences de l'immigration sévissant dans nos sociétés (cela laisserait place au « subjectif ») mais bien une vision objective très proche de la réalité et qui en éclaire les éléments constitutifs tout en permettant de nous interroger sur les causes réelles des politiques migratoires imposées par nos gouvernements successifs (sans jamais les justifier, sinon par de slogans stériles répétés comme autant de scies musicales).

L'immigration subie par notre société depuis des décennies n'est ni un besoin, ni un enrichissement économique et culturel. Immigration de travail en des périodes de chômage endémique et excessif (alors que la mise à la retraite des enfants du « baby boom » aurait dû permettre de libérer une masse d'emplois), immigration de peuplement grâce au laxisme des gouvernants de gauche et de droite, qui se sont également entendus comme larrons en foire pour imposer l'application sans limites du « droit du sol » et ouvrir la nationalité à tout un chacun sans prendre la précaution première d'intégrer les nouveaux arrivants et leurs enfants, immigration illégale avec la complicité des donneurs d'ordres économiques, des compassionnels de profession, des politiciens complaisants car

intéressés...Des flux migratoires impétueux et dévastateurs pour les seuls besoins des donneurs d'ordres économiques et financiers, tout heureux d'imposer, en s'appuyant sur le compassionnel larmoyant des associations « droits de l'homme » et l'appétit clientéliste de la « gôôche », une libre circulation de la main d'œuvre qui leur permet de maintenir le taux de profit maximum, la pression sur les salaires, la flexibilité des « travailleurs » et d'accroître les atteintes à l'organisation du travail tout en transférant sur les budgets sociaux les conséquences de leur adaptation à la nouvelle donne financière.

En même temps, ces flux migratoires intempestifs et issus, en particulier et essentiellement, des espaces maghrébin et subsaharien, accroissent les problèmes de logements, pèsent sur les budgets sociaux, ajoutent aux difficultés de l'école publique chargée d'accueillir des masses de non pratiquants de la langue française, créent par effet de masse la ghettoïsation des populations déracinées, permettent le développement de l'économie parallèle et illégale, augmentent les effets de l'insécurité sociale, ouvrent la voie aux revendications communautaristes...

Tout ceci est bien connu de l'étroite « caste politique » qui se partage tous les pouvoirs dans notre pays et qui est chargée de « l'européaniser » à la mode anglo-saxonne, en dépeçant, en particulier, l'espace sociétal unique qui le caractérise pour le découper en mosaïques communautarisées et, par nature, hostiles et concurrentes. Et cette « caste politicienne » sait qu'elle rame à contre-courant, aussi s'appuie-t-elle sur une sorte de compassion épidermique (qui est aussi une ineptie intellectuelle), le multiculturalisme ou la mixité des cultures, pour faire accepter l'implantation dans notre société de populations auxquelles « on » reconnaîtrait le droit d'imposer leurs religions, leurs cultures, leur identité, leurs mœurs, leurs coutumes, au détriment de ce qui fonde l'unité de notre nation républicaine.

Il est vrai que quelque frémissement semble apparaître : ainsi

cet appel de 14 députés UMP (que nous saluons) posant courageusement les problèmes que nous soulevons et demandant qu'on y apporte des réponses que nous ne pouvons qu'agréeer (1) Car il faudra bien un jour que tous ces pseudos-penseurs de la « mixité culturelle » et du « tout se vaut en matière de culture » nous expliquent en quoi, par exemple, l'intrusion de l'islam – qui rassemble, oriente, dirige la plus grande masse des nouveaux arrivants- est « une chance pour la France »...En quoi, cette « culture », plus orthopraxie que religion, apporte un plus à la liberté de conscience qui fonde notre espace sociétal, à l'égalité homme/femme qui le caractérise, à la primauté de la loi démocratique élaborée par tous qui assied notre mode de fonctionnement démocratique, à la liberté de l'individu dans sa pensée, sa parole, sa réflexion, ses prises de position, au libre choix reconnu à chacun dans l'exercice de son autonomie de citoyen et de personne à part entière ...Faut-il continuer ? Rien de ce que nous avons élaboré dans le long processus historique qui nous a faits n'est surpassé par les apports d'une « religion » rétrograde, obsolète par nature, aliénante par pratique, déshumanisante par principe... Alors, le « multiculturalisme », quelle foutaise... Ah, oui, j'oubliais : grâce à l'immigration maghrébine, on a « le couscous » et le « hooliganisme footballistique algérien » : quel progrès !

Oui, il faut un moratoire sur l'immigration, parce qu'elle est inutile à l'épanouissement de notre société, un obstacle à une vraie valorisation du travail, un outil donné à ceux qui imposent la mondialisation, une arme dans les mains de ceux qui veulent « tuer » la Nation et l'espace public laïque et démocratique qui nous fonde historiquement.

Mais, en même temps, il faut une vraie politique d'éradication de l'immigration illégale et de lutte contre toutes les formes de l'économie parallèle...une vraie politique d'intégration de ceux qui sont actuellement sur notre sol (hors les « illégaux » à expulser) qui s'appuie sur l'acceptation totale des valeurs fondamentales de la République et sur la reconnaissance de la Nation française...une vraie politique

d'éducation et d'enseignement à travers une école publique revalorisée et assimilatrice , de formation par la mise en place de toutes les structures possibles (lycées professionnels, alternance, apprentissage, formation continuée..)une vraie politique d'incitation à l'emploi et d'obligation, si nécessaire, pour tous ceux qui veulent rester sur notre sol à condition d'en accepter les principes, valeurs et devoirs...une vraie mise en cause du droit automatique du sol .

Bref, il faut une vraie réorientation politique dans ce qui est essentiel.

Ne soyons pas naïfs : ce n'est pas avec le gouvernement actuel que cela sera possible...Ce n'est pas non plus avec la clique Aubry-Strauss Kahn-Hollande et autres alléchés par la « soupe élyséenne » ou par quelque autre « soupe territoriale »...C'est encore moins avec les européistes verts « qui veulent nous faire marcher à quatre pattes » ou les dinosaures fossilisés du PCF, seulement aptes à ronger l'os électoral que leur consent le PS...

Il faudrait pouvoir créer un rapport de force politique appuyé sur ce que ressent, que pense et que veut la majorité de notre peuple quand elle parvient à se libérer de l'emprise idéologique aliénante des « boutiquiers politiques » qui la dominant....

« Vaste programme » dirait aujourd'hui un homme qui fut, hier, qualifié de « providentiel ».

Robert Albarèdes

1 – [parlons-vrai/parlons-vrai/respectons-l%E2%80%99engagement-de-2007.html](#)

L'immigration a un coût élevé (traduction d'un article du Nrc Handlesblad)

[Immigration comes at hefty price](#)

Un chercheur néerlandais a trouvé que les immigrants coûtent beaucoup à la société mais que peu des gens souhaitent en parler de peur des conséquences.

Dirk Vlasblom

Les effets économiques de l'immigration sont devenus un sujet chaud dans la politique néerlandaise. Une simple mention est souvent accueillie avec méfiance et répugnance. Mais cela n'a pas empêché le chercheur Jan van de Beek d'y consacrer sa thèse de doctorat, qu'il a soutenue à l'Université d'Amsterdam mardi. Il y répond à deux questions qui ne sont pas sans lien : Quelle ont été les conséquences de l'immigration massive connue aux Pays-Bas entre 1960 et 2005 et pourquoi l'étude de l'impact économique de ces immigrants est-elle taboue ?

Van de Beek en est arrivé à la conclusion que les Pays-Bas pourraient ne pas apprécier les réponses. Depuis 1970, peu de recherches ont été consacrées aux effets économiques de l'immigration de peur de faire le jeu de la droite xénophobe. Pas plus tard que l'année dernière, le populiste Geert Wilders a demandé au gouvernement de calculer les coûts, ou les bénéfices, nets de l'immigration. Ce dernier a refusé, ce qui n'a pas manqué de susciter un tollé dans plusieurs partis d'opposition. Le ministre en charge de l'immigration a jugé « déplacée » la demande de réduire la contribution de citoyens à une analyse en termes de coûts et de profits.

D'après Van de Beek, la répugnance à étudier cette question n'est pas pour rien dans la dissimulation de quelques faits déplaisants. Tout d'abord, la politique néerlandaise de recrutement de travailleurs en dehors de l'Europe dans les années 1960 a reporté inutilement la modernisation de l'industrie néerlandaise. Comme cette modernisation est intervenue dans les années 1980, de nombreux immigrants ont été licenciés et sont devenus dépendants des aides sociales. Même aujourd'hui, déclare Van de Beek, le système de protection sociale néerlandais attire surtout des immigrants, ce qui grève l'économie néerlandaise.

Van de Beek est un mathématicien et un anthropologue culturel. Il s'intéresse aux problèmes sociaux et a un faible pour les chiffres. « En 1999, j'écrivais mon mémoire de master sur la politique d'asile néerlandaise », dit-il dans une interview. «

Je voulais consacrer un chapitre aux aspects économiques sur le sujet, parce que le débat sur l'asile porte généralement sur leur nombre. À ma grande surprise, je n'ai pu trouver aucune source. Comblant cette absence de chiffres est devenu mon sujet de thèse. »

43 000 euros par immigrant

Depuis, d'autres chercheurs se sont aventurés dans la même voie. L'année pendant laquelle Van de Beek écrivait sa thèse, l'économiste Pieter Lakeman a estimé que les immigrants coûtaient 5,9 milliards d'euros chaque année. Une analyse menée par une agence gouvernementale néerlandaise en 2003 a trouvé qu'un immigrant qui arrive à l'âge de 25 ans coûtait en moyenne 43 000 euros à la société néerlandaise, sur l'ensemble de sa vie.

Pour sa thèse, Van de Beek a étudié toutes les recherches publiées sur l'économie des migrations depuis 1960. Il a mené des entretiens avec des chercheurs et les a questionnés sur ce qu'ils avaient fait pour étudier les conséquences économiques de l'immigration. Il a interrogé d'anciens responsables politiques sur les motifs qui ont inspiré la politique d'immigration. Il a également essayé de savoir pourquoi des think tanks importants du gouvernement néerlandais avaient fait si peu sur le sujet.

Le titre de sa thèse est devenu : « Savoir, Pouvoir et Moralité. » Moralité désigne le politiquement correct néerlandais, expression que j'ai choisi de ne pas utiliser. Je préfère l'expression 'lecture morale' pour désigner le phénomène suivant : le savoir n'est pas jugé en fonction de son mérite factuel mais par rapport aux conséquences sociales, politiques ou morales », déclare Van de Beek.

Il explique que, « dans les années 1980 et 1990, aux Pays-Bas, les gens craignaient de voir l'extrême droite grossir ». En 1983 le Centriumpartij (CP) avait obtenu 9 % des voix lors des élections municipales à Almere. Il s'opposait à l'immigration et fut ensuite interdit pour incitation à la haine raciale. «

Ce fut un choc pour les Pays-Bas » dit-il. « La seconde guerre mondiale reste le cadre moral de référence. Nous n'étions pas autorisés à connaître le coût réel de l'immigration car cela pouvait favoriser le jeu du CP. Cela a laissé un trou béant dans la connaissance. »

Un désastre économique

D'après lui, « le recrutement de travailleurs dans les années 1960 a été un désastre économique. Il s'agissait de maintenir de bas salaires. Pourtant, nous nous en serions trouvés mieux de les laisser augmenter. Le passage d'une économie industrielle à une économie plus capitalistique était inévitable, si l'on voulait rester compétitifs au niveau international. Il aurait été bien plus judicieux d'opérer ce changement dans les années 1960, quand l'économie était florissante. Finalement, il a fallu restructurer et de nombreux immigrants, qui étaient venus dans les années 1960, ont été licenciés dans les années 1970 et 1980 et se sont retrouvés au chômage.

L'immigration est restée un problème coûteux longtemps après. Aux Pays-Bas, l'État redistribue beaucoup d'argent. « Le gouvernement perd de l'argent en faveur des citoyens les moins diplômés qui contribuent moins aux impôts et autres paiements au cours de leur vie qu'ils ne reçoivent sous forme de soins, éducation, allocations chômage et retraites. Cela signifie qu'il n'y a guère d'avantage, pour les Pays-Bas, à attirer la main-d'œuvre immigrée faiblement diplômée », déclare van de Beek.

Il rappelle que lors du rapport sur l'immigration publié en 2001 par un think tank gouvernemental, Harry van Dalen, un économiste néerlandais, s'était proposé pour rédiger un chapitre sur les tensions entre immigration et État providence. « Un problème fondamental » souligne Van de Beek. « Mais le groupe qui menait le projet n'a pas voulu en entendre parler. Les autres membres craignaient qu'une telle analyse conduise à blâmer les immigrants pour les réformes à

faire sur l'État providence. »

Van de Beek partage l'analyse de Van Dalen. « Un état providence conduit à niveler les revenus. Cela rend relativement peu attractif, pour un indien spécialiste en informatique de venir aux Pays-Bas, parce que ceux qui ont un haut niveau de diplôme gagnent relativement peu ici. Il préférera s'installer aux Etats-Unis. Les Pays-Bas attirent peu d'immigrants très diplômés, contrairement au Canada ou à l'Australie.

Ces pays ont une politique de recrutement beaucoup plus active et plus sélective. Ils mettent l'intérêt national en premier. Cela réussit à la fois au pays d'accueil et sert bien mieux les immigrants, parce que cela signifie qu'ils sont les bienvenus et qu'ils prospéreront. »

Robert Albarèdes